

Secrétariat d'Etat à la formation, à la
recherche et à l'innovation
Magda Spycher
Einsteinstrasse 2
3003 Berne

Envoi par courriel (word et pdf) :
magda.spycher@sbfi.admin.ch

Delémont, le 15 juillet 2015

**Avant-projet de loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi
relative à Innosuisse, LASEI) : Prise de position de la HES-SO**

Madame, Monsieur,

Forte de 19'000 étudiants et étudiantes, la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) est la plus grande HES de Suisse. Ayant obtenu un financement de près de CHF 5.8 mios pour 19 projets acceptés en 2014, la HES-SO est un récipiendaire important des subventions de la CTI, et elle en connaît parfaitement les rouages.

La HES-SO salue le projet du DEFR visant à transformer la CTI en un établissement de droit public nommé Innosuisse. Dans l'ensemble, les propositions formulées pour la nouvelle gouvernance de cette organisation nous semblent convaincantes et adéquates par rapport aux standards internationaux. Nous sommes convaincus que le projet de loi proposé permettra de renforcer la qualité de l'encouragement de l'innovation en Suisse.

Nous souhaitons saluer en particulier les éléments suivants, qu'il nous paraît absolument essentiel de préserver dans le projet de loi définitif :

- Le changement de nom laisse présager d'une interprétation plus large de la notion d'innovation et d'une **ouverture plus importante à l'innovation sociale**. Nous relevons à ce propos favorablement que le but d'Innosuisse (art. 2 al. 1) inclut la prise en compte de l'intérêt de la société. Pour que cette évolution ne s'arrête pas à une simple modification sémantique, mais trouve une traduction dans les faits, il s'agira de s'assurer que cette évolution se reflète de manière cohérente dans la structure des domaines d'encouragement, les conditions d'octroi des financements (p.ex. overheads,

participation du partenaire chargé de la mise en valeur), etc.) ainsi que dans le choix des experts. Il nous paraît par exemple nécessaire d'élargir la gamme des catégories de projets pour accueillir les projets d'innovation sociale qui déposent actuellement sous la catégorie « Enabling Sciences ».

- Le **nouvel instrument de soutien de la relève scientifique** par le biais de bourses est essentiel pour le développement de profils scientifiques dans le domaine de l'innovation.
- La nouvelle organisation assimilée au modèle du FNS qui a fait ses preuves, permettra, nous l'espérons, une meilleure collaboration entre les deux agences.
- La possibilité pour Innosuisse de constituer des réserves.
- La présence internationale renforcée, en particulier la possibilité pour Innosuisse de soutenir des partenaires de recherche suisses dans des projets d'innovation internationaux en pouvant s'engager elle-même, notamment ERA-NET.
- La nouvelle procédure relative aux coaches et aux mentors, dont la transparence et la flexibilité est à saluer.
- L'amélioration de la transparence dans la nomination des experts et l'adoption du principe de milice pour ceux-ci.

Organisation et structure

Nous saluons le modèle de gouvernance dans son ensemble, qui permet une bonne séparation des rôles et une gestion plus efficace.

Le rapport explicatif mentionne la possibilité pour le Conseil d'administration de prévoir dans le règlement d'organisation une **subdivision en domaines d'encouragement** dotés de droits de décision. Nous sommes favorables à une telle subdivision, qui serait de nature à permettre un traitement compétent et efficace des demandes d'encouragement, en particulier s'agissant de demandes d'encouragement dans le domaine de l'innovation sociale. Nous suggérons de prévoir une telle subdivision au niveau de la loi et de prévoir la représentation des domaines d'encouragement au sein du Conseil de l'innovation.

Nous proposons par ailleurs d'introduire un **critère de représentativité** des différents types de hautes écoles et d'équilibre des régions linguistiques à tous les niveaux de l'organisation, notamment s'agissant des membres du Conseil d'administration, du Conseil de l'innovation et du pool d'experts. Il s'agira également de veiller à un équilibre entre les genres, ainsi qu'une représentation adéquate des différents domaines du secteur industriel, socio-sanitaire et culturel, et du secteur de la recherche.

Dans le sens d'une clarification du profil d'Innosuisse, il nous paraît en outre essentiel que les membres du Conseil d'administration et du Conseil d'innovation démontrent **un lien étroit avec la pratique** et les milieux économiques, sociaux-sanitaires et/ou culturels. La référence aux compétences « scientifiques » des membres à l'art. 8 al. 3 nous paraît en ce sens trop générale, et pourrait faire inclure des profils liés à la recherche fondamentale, éloignée de la mission d'Innosuisse. Nous proposons ainsi une référence spécifique à la recherche appliquée et au développement.

Proposition : art. 6 al. 1 LASEI

Il est composé de cinq à sept membres qui connaissent bien le domaine de l'encouragement de l'innovation, tout en veillant à une représentativité adéquate de représentants du secteur de la recherche et des différents types de hautes écoles.

Proposition : art. 8 al. 2

Le conseil de l'innovation comprend 25 membres au plus. Il inclut au moins 2 membres de chaque domaine d'encouragement.

Proposition : art. 8 al. 3

Les membres du Conseil de l'innovation sont choisis en fonction de leurs compétences dans la recherche appliquée et le développement, de leurs liens avec la pratique et avec l'économie, ainsi que de leurs connaissances des problèmes de société.

Encouragement de la relève

La HES-SO soutient vivement l'introduction de ce nouvel instrument de soutien à la relève, qui comble une lacune importante et pose un jalon essentiel pour le développement de profils scientifiques dans les domaines de l'innovation.

Bien que nous soyons favorables à un financement additionnel pour ce nouvel instrument d'encouragement (chap. 3.1 et 5.5 du rapport explicatif), nous considérons qu'**un tel financement ne doit pas être un obstacle à la mise en place de l'instrument**. Cas échéant, tout ou partie de ce financement additionnel pourrait être pris sur le financement de projets.

S'agissant des modalités de mise en œuvre, nous pouvons nous rallier à la limitation de la durée des bourses à trois ans, dans la mesure où elle permet une différenciation claire avec une formation doctorale. Une clause d'exception pourrait toutefois être envisagée dans des cas justifiés.

Ordonnance sur les contributions

Art. 21 let. a et b : nous suggérons de préciser dans ces dispositions que le Conseil d'administration détermine dans l'ordonnance sur les contributions la procédure de traitement des demandes d'encouragement (**critères d'évaluation et obligation de motiver dûment les motifs de refus d'une demande**). Dans une perspective d'équité et de qualité scientifique, il est central que les critères d'évaluation et les motifs de refus soient transparents et clairement énoncés.

En complément du projet de LASEI et de la révision de la LERI, une révision de l'ordonnance sur les contributions devra être entreprise pour assurer la cohérence et l'efficacité du système d'encouragement de l'innovation. Nous souhaitons en particulier une **révision des conditions de participation des partenaires chargés de la mise en valeur**. En particulier, la valeur limite de 50% doit être assouplie pour permettre à une plus grande diversité de partenaires de participer à des projets d'innovation sociale, sanitaire et culturelle sans recourir au régime d'exception.

Le montant et le mode de calculs des **overheads** seront également un point important pour les hautes écoles. Il sera important de tenir compte de différentes réalités de financement entre hautes écoles universitaires et hautes écoles spécialisées, afin d'assurer une équité de traitement.

De manière générale, l'ordonnance sur les contributions représente une clé de voûte du système d'encouragement de l'innovation. Nous demandons donc que des représentant-e-s des hautes écoles soient activement impliqués dans l'élaboration de cette ordonnance, et que les hautes écoles soient consultées avant l'édiction de l'ordonnance par le Conseil d'administration.

Pool d'experts

Les modifications proposées dans le dispositif de rémunération des experts vont dans le bon sens et nous les soutenons. Par souci de transparence, d'efficacité et d'équité, nous souhaitons toutefois que la **procédure de nomination et de constitution du pool d'experts** soit définie dans ses grandes lignes au niveau de la loi. La procédure de nomination des experts en vigueur au FNS pourrait être prise comme modèle. Il doit notamment être possible de poser sa candidature au pool d'experts. La procédure doit également permettre de veiller à la représentativité des différentes régions linguistiques et des différents types de hautes écoles au sein du pool d'experts.

En vous remerciant d'avance de l'attention que vous porterez à notre prise de position, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos salutations distinguées.



Sarah Kopse
Secrétaire générale



Luciana Vaccaro
Rectrice